

# Tout reste à faire

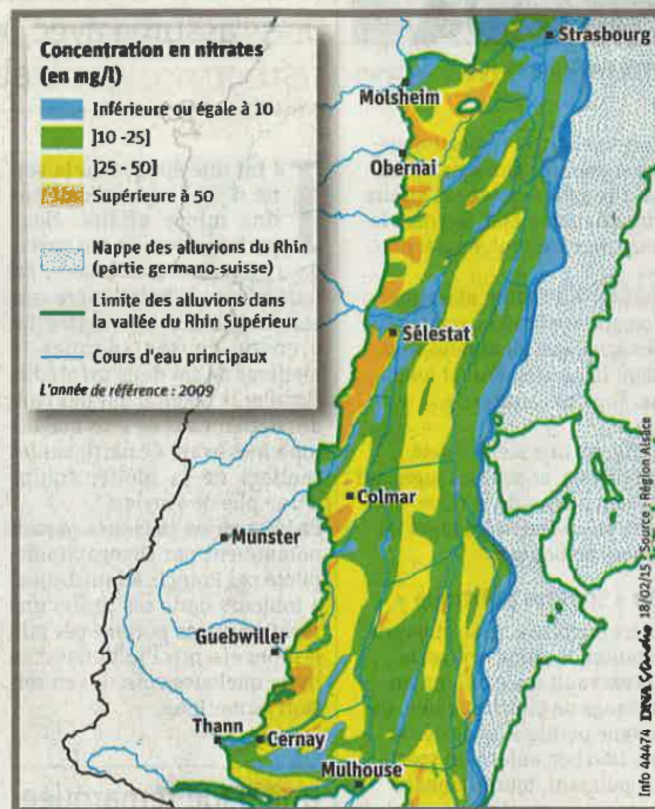
En 1999, l'Aprona, observatoire de la nappe d'Alsace, organisait sa première journée d'étude sur la pollution par les nitrates des eaux souterraines du piémont vosgien. Quinze ans plus tard, la situation est quasiment inchangée.

**B**on : la pollution n'augmente plus, c'est déjà ça. Pour le reste, le constat dressé par les intervenants à cette 9<sup>e</sup> journée de l'Aprona dédiée au Piémont vosgien et la qualité des eaux souterraines : 15 ans de bilan n'est guère encourageant. Les inventaires régionaux de la qualité de la nappe d'Alsace montrent l'ampleur de la problématique avec des concentrations en nitrates supérieures à la limite de potabilité de 50 mg/l sur près de 30 % des points de mesure en 2009. Les concentrations moyennes sont 1,7 fois supérieures à celles constatées en plaine. Les moyennes sont en si légère baisse que l'Aprona préfère parler de stagnation, les teneurs médianes ayant continué de progresser « sous l'influence des fortes valeurs » précise la chargée d'études Emmanuelle Witz.

Le pourcentage de points de mesure supérieurs à 40 mg/l est passé de 42 % en 1997 à 49 % en 2003, pour atteindre 50 % en 2009.

C'est la zone entre Sélestat et Colmar qui est la plus dégradée avec une tendance à l'augmentation des concentrations ; la partie sud du piémont – et plus particulièrement le secteur de Guebwiller – enregistre une légère amélioration.

Les nitrates restent un problème majeur sur cette zone en bordure de nappe au pied du massif vosgien, mais les actions menées avec les agriculteurs ont permis de réduire un peu la pollution aux produits phytosanitaires : en 12 ans, la proportion des points de mesure présentant des teneurs en triazines, bromacil ou gly-



Le prochain inventaire de la qualité des eaux souterraines sera dressé au plus tard l'année prochaine.

phosphate supérieures à la limite de potabilité a diminué de moitié : elle est toutefois encore de 10 %.

## Un enjeu d'eau potable

À la différence de la première journée consacrée à la question en 1999 qui se résumait pour l'essentiel à incriminer l'agriculture intensive, cette édition a identifié des leviers d'action et confirmé la néces-

sité d'affiner encore plus les connaissances hydrogéologiques d'un secteur extrêmement complexe.

L'enjeu est évidemment de protéger la ressource en eau potable et plus particulièrement les aires de captage dans une zone de transition entre la montagne vosgienne et le fossé rhénan où les paramètres d'écoulement et d'infiltration sont multiples. Les compétences combinées des hydrogéologues de l'Aprona, de l'agence de l'eau et du BRGM ont déjà permis de mieux délimiter les périmètres d'action, mais de manière

trop localisée : les travaux devraient se poursuivre à plus grande échelle sur le piémont et permettraient en terme de modéliser les transferts d'intrants pour mieux les prévenir.

## Captages prioritaires

Cinq captages dégradés par les nitrates (Barr-Epfig, Dambach, Zellwiller, Kintzheim et Rouffach) ont été classés prioritaires et la profession agricole à l'origine de cette pollution s'est mobilisée pour tenter de l'enrayer en s'engageant notamment dans des mesures agro-environnementales. L'association de relance agronomique en Alsace (ARAA) a étudié pendant 10 ans les fuites de nitrates en plaçant des capteurs sous différentes parcelles agricoles. 15 000 prélèvements ont été analysés avec une première surprise : le lessivage des sols que l'on croyait essentiellement cantonné à l'hiver est également important au printemps. Une donnée à prendre en compte à l'avenir pour mieux ajuster les doses et périodes d'épandages d'azote à l'origine des nitrates dans le sol.

Il résulte également des analyses que les concentrations en nitrates sont plus importantes dans une terre caillouteuse ou sous un sol nu après maïs. Elles sont à l'inverse moindres si l'on fait appel après récolte à des cultures intermédiaires faisant œuvre de piège à nitrates (phacélie, moutarde...). Avec « l'ajustement de la dose d'engrais azoté, ces CIPAN sont les principaux leviers d'action possibles » conclut Rémi Koller, directeur de l'ARAA. ■

SIMONE WEHRUNG